



Syndicalisme

& libération nationale

Des voix ouvrières contre le colonialisme

**Friedrich
Ebert** 
Stiftung

Syndicalisme & libération nationale

Des voix ouvrières contre le colonialisme

Éditeur

Fondation Friedrich Ebert – Bureau Tunisie
4/4A, rue Bachar Ibn Bord -B.P 63, La Marsa 2078
Tunisie

Département d'édition

Fondation Friedrich Ebert – Bureau Tunisie

Responsable du contenu et de la révision

Robin Frisch

Contact

Robin Frisch
robin.frisch@fes.de

Design/Layout

Moez Ben Ismail

Design de la couverture

Moez Ben Ismail

Les opinions exprimées dans cette publication ne reflètent pas nécessairement celles de la Fondation Friedrich-Ebert (FES). Toute utilisation commerciale des supports publiés par la FES est interdite sans son autorisation écrite. Les publications de la FES ne peuvent être utilisées à des fins de campagne électorale.

2025 © Friedrich-Ebert-Stiftung e.V.

D'autres publications de la Fondation Friedrich-Ebert sont disponibles ici:

tunisia.fes.de/publications

Table des matières

Introduction: Syndicalisme, un espace d'émancipation	4
Taieb Bouazza	6
Farhat Hached	8
Mohamed Ali El Hammi	10
Aïssat Idir	12
Fatima Ahmed Ibrahim	14
Zaki Al-Sheikh Yasin	16
Zidan Younis Mustafa Younis	18
Benyoucef Benkhedda	20
Raymond Mhlaba	22
Amílcar Cabral	24

Introduction:

Syndicalisme, un espace d'émancipation

L'histoire du 20e siècle a été marquée par les luttes anticoloniales des peuples du Sud. Ces luttes, marquées par des sacrifices des populations en vue d'obtenir leur liberté et leur indépendance, ont vu émerger des figures et des personnalités hors du commun. Les femmes et les hommes rassemblés dans ce livret en font partie. Impliqués dans les mouvements sociaux de leurs pays, ils ont participé à structurer et organiser les revendications populaires de dignité sociale et d'indépendance.

Leur combat a fait du syndicalisme bien plus qu'un simple outil de défense professionnelle. Il est devenu un espace et un outil d'émancipation. Dans les luttes syndicales, se structurent également les luttes politiques afin de contester l'ordre colonial. Plusieurs fois, les syndicats prendront le relais des mouvements politiques lorsque ceux-ci seront réprimés et interdits par les autorités coloniales. Eux aussi feront face à leur tour à la répression, la censure et l'interdiction. Parfois au prix de l'exil, de la prison ou de l'assassinat.

Pour les leaders de ces mouvements, il n'était pas possible de dissocier l'amélioration des conditions de travail de l'autodétermination. L'un n'allait pas sans l'autre. La confrontation à l'exploitation sociale devait s'accompagner d'une confrontation de l'exploitation coloniale. Les revendications d'une meilleure rémunération salariale et de respect de la condition de travailleur convergeaient avec celles de l'indépendance, de la souveraineté et de la justice.

Les biographies choisies présentent dix figures du monde arabe et d'Afrique. Elles sont issues de contextes historiques et sociaux différents mais ont eu un engagement commun dont le fil conducteur est l'amélioration des conditions des travailleurs et l'indépendance nationale. Les figures présentées bien que situées à des endroits éloignés,

ont également eu un engagement internationaliste de solidarité et de fraternité entre les peuples. Dès le début-milieu du 20^e siècle, on observe la constitution de réseaux de solidarité transnationale comme l'atteste l'engagement de Mohamed Ali Hammi. Des figures comme Raymond Mhlaba ou Amilcar Cabral se sont liés à plusieurs leaders politiques et syndicaux du monde arabe lors de leurs déplacements à l'étranger notamment en Algérie.

La Friedrich-Ebert-Stiftung partage et soutient cette tradition internationale du mouvement ouvrier. Dès sa création, la FES a œuvré la justice sociale, l'émancipation, l'amélioration des droits des travailleurs et la construction de sociétés démocratiques. À travers ce livret, elle souhaite rappeler l'engagement de plusieurs figures qui ont incarné ces valeurs. Elle souhaite également faire connaître cette histoire du syndicalisme dans sa dimension anticoloniale.

Ces portraits sont à la fois un témoignage du passé et une source d'inspiration. Ils nous invitent à réaffirmer notre engagement en faveur d'un monde plus juste et égalitaire.



Taieb Bouazza

Taïeb Ben Bouazza est originaire de Jerada (région de l'Est marocain). Actif dans les luttes syndicales et ouvrières, il se confronte très vite aux autorités coloniales et s'est imposé dès les années 1940 comme l'un des principales figures du syndicalisme naissant au Maroc.

En 1948, à l'âge de 25 ans, les autorités coloniales l'interdisent de séjour à Jerada. Ben Bouazza doit se réfugier à Casablanca, où il continue la lutte syndicale dans les secteurs industriels: sucrerie, transports, cimenteries. Il fut arrêté plusieurs fois pour son activisme. Il fut élu, en 1951, Secrétaire Général de l'Union Générale des Syndicats Confédérés du Monde (UGSCM). Il est l'auteur de plusieurs ouvrages dont notamment le livre « La naissance du syndicalisme libre au Maroc » publié en 1992.

En 1955, il est l'un des cofondateurs de l'Union marocaine du travail (UMT), première centrale syndicale marocaine. Après l'indépendance, Taïeb Ben Bouazza, membre du parti Istiqlal occupa plusieurs fonctions diplomatiques au sein d'ambassades et d'organisations internationales (ONU, OIT, OUA)

Taïeb Ben Bouazza demeure une figure majeure du syndicalisme marocain : un leader pragmatique et patriote, qui défendu les droits des travailleurs en même temps que la souveraineté et l'indépendance de son pays.



Farhat Hached

(*) Peuple, je t'aime.

Farhat Hached est né le 2 février 1914 à El Abassia, sur l'île de Kerkennah, en Tunisie. Issu d'une famille de pêcheurs, il est l'une des plus importantes figures de la lutte pour l'indépendance de la Tunisie.

Il commence son engagement syndical en 1930 en tant qu'employé de la société de transport du Sahel basée à Sousse. Il fonde un syndicat de base affilié à la CGT française. Il quitte cette dernière dans les années 1940 face à l'incapacité de ses membres et de ses structures de répondre aux revendications d'indépendance des travailleurs tunisiens.

En 1946, Farhat Hached participe à la création de l'Union générale tunisienne du travail (UGTT), dont il devient le secrétaire général. L'UGTT devient un pilier du mouvement national tunisien. L'UGTT consacre la vision de Hached : l'émancipation des travailleurs passe par la libération du pays. Elle participe également à internationaliser le combat tunisien en adhérant dès 1951 à la Confédération internationale des syndicats libres (CISL) en 1951.

Le 5 décembre 1952, Farhat Hached est assassiné près de Radès par la Main rouge, organisation terroriste liée aux services secrets français. Sa mort provoque une immense vague d'émotion et de protestations dans le monde.

Farhat Hached est aujourd'hui considéré comme un héros national et un martyr de la cause syndicale et anticoloniale. Son action a contribué à faire de l'UGTT une institution centrale de la vie politique tunisienne, jouant un rôle clé avant et après l'indépendance.



Mohamed Ali El Hammi

Mohamed Ali Hammi est né le 15 octobre 1890 à El Hamma (Sud-Est de la Tunisie). Après le décès de sa mère, il s'installe à Tunis avec son père à l'âge de 12 ans où il occupe des emplois modestes et précaires (coursier, chauffeur, porteur).

À Tunis, il se lie d'amitié avec Tahar Haddad, originaire également d'El Hamma. Ils partagent des convictions aussi bien intellectuelles que politiques. L'engagement anti-colonial de Mohamed Ali Hammi commence dès 1911 où il soutient la révolte anti-italienne de Tripoli.

Il part à Berlin en 1920 pour y suivre des études d'économie à l'université Friedrich-Wilhelm. Il fréquente notamment le « club d'Orient » où se rencontrent des figures anti-coloniales du monde musulman.

A son retour à Tunis en 1924, fort de ses compétences en économie, il lance une coopérative agricole reliant directement producteurs et consommateurs. Cette initiative offre aux populations précaires une alternative aux circuits classiques sous contrôle colonial.

Le 3 décembre 1924, il fonde avec plusieurs camarades le premier syndicat tunisien, la Confédération générale des travailleurs tunisiens (CGTT), dont il est désigné secrétaire général. A la suite de ses activités, les autorités coloniales le répriment et le contraignent à l'exil.

S'ouvre alors une période entourée par le mystère. Il voyage en Turquie, en Egypte et en Arabie saoudite où il travaille comme chauffeur. Il décède le 10 mai 1928, dans un accident de voiture à Ouadi El Monjiba. Son corps sera rapatrié en Tunisie le 06 avril 1968 avec tous les honneurs officiels.



Aïssat Idir

Aïssat Idir (1915–1959) est une figure centrale du syndicalisme algérien et un martyr de la lutte anticoloniale. Né en Kabylie, il grandit dans une famille relativement aisée qui lui permet d'accéder à l'école. Après des études à Tizi Ouzou puis à Tunis, il se forme en comptabilité et effectue son service militaire.

En 1939, il entre aux Ateliers Industriels de l'Air de Maison blanche à Alger, où il devient chef comptable. Confronté aux discriminations raciales, il s'engage dans la CGT, mais milite aussi au sein du MTLD (Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques), dont il coordonne la Commission syndicale. Son action vise à unir les travailleurs algériens au-delà des clivages politiques en se focalisant sur l'anticolonialisme. Parallèlement, il collabore aux journaux nationalistes comme L'Algérie Libre où il défend les droits des ouvriers.

Inspiré par les expériences tunisienne et marocaine, il œuvre à l'autonomie syndicale algérienne. Le 24 février 1956, en coordination avec le FLN, il fonde l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), dont il devient le premier secrétaire général. L'UGTA devient un élément important du combat pour l'indépendance.

Arrêté à plusieurs reprises il est livré aux parachutistes français, où il subit des traitements inhumains. Il meurt le 26 juillet 1959 à Alger, à 44 ans.

Son parcours symbolise la fusion entre lutte syndicale et combat national: pour lui, l'émancipation sociale des travailleurs ne pouvait advenir que dans une Algérie libre et indépendante.



Fatima Ahmed Ibrahim

Née en 1929 à Omdurman dans une famille instruite, **Fatima Ahmed Ibrahim** s'engage très tôt pour l'éducation et les droits des femmes. Lycéenne, elle fonde le journal Elra'edda (« La Pionnière ») et organise une grève pour maintenir l'enseignement scientifique aux filles. À 14 ans, elle crée l'Association des femmes intellectuelles, posant les bases d'un féminisme soudanais ancré dans l'anticolonialisme.

En 1952, elle cofonde l'Union des femmes du Soudan, qu'elle préside à partir de 1956. Militante acharnée, elle réclame égalité salariale, congé maternité, accès des femmes à tous les métiers et fin de l'analphabétisme. Convaincue que l'islam n'est pas incompatible avec l'égalité, elle apprend le Coran pour réfuter les arguments fondamentalistes.

En 1954, elle devient rédactrice en chef de Sawt al-Mara (« Voix des femmes »), et en 1965, après la révolution d'octobre qui accorde le droit de vote aux femmes, elle est élue députée : la première femme à siéger au parlement soudanais. Ses combats aboutissent en 1968 à l'adoption de nombreux droits : égalité salariale, accès des filles à l'université et reconnaissance des congés maternité.

Veuve d'un syndicaliste exécuté par le régime Nimeiri en 1971, elle subit la répression et l'exil à Londres, où elle poursuit son militantisme contre le fondamentalisme et pour la démocratie. Lauréate du Prix des droits de l'homme de l'ONU (1993) et du Prix Ibn Rushd (2006), elle reste une figure de référence du féminisme arabe et africain. Elle s'éteint en 2017 à Londres, laissant l'image d'une pionnière qui liait émancipation des femmes, justice sociale et démocratie.



Zaki Al-Sheikh Yasin

Né à Naplouse en 1910, débuta son engagement syndical en 1942 au sein de la Palestine Arab Workers Society. Après la Nakba de 1948, il participa activement à la reconstruction des branches de la Société en Cisjordanie, faisant de Naplouse le siège du Conseil des syndicats ouvriers.

Lorsque la Société se transforma en Jordanian Workers' Association, Zaki s'installa à Amman. Depuis sa modeste maison de la rue Muhajireen, il incita les ouvriers à adhérer aux syndicats. En 1952, avec Husni Al-Khufash et Mustafa Ali Askalan, il collecta des fonds et loua un bureau pour l'Association, vite fermé par les autorités, comme les branches de Cisjordanie.

Malgré ces obstacles, Zaki poursuivit ses efforts auprès des ouvriers du bâtiment. Après la promulgation de la loi syndicale de 1953, il obtint le 7 janvier 1954 l'enregistrement officiel du Syndicat des ouvriers de la construction, dont il devint le président. Le comité exécutif réunissait également Naim Belibla, Hani Suleiman, Wajeeh Sidqi, Saadi Al-Hudhud et Muhammad Ali Al-Araj.

Peu après, des discussions furent engagées pour créer une Fédération générale des syndicats jordaniens. Zaki joua un rôle central en convainquant Zidan Younis d'en assumer la présidence. La Fédération fut enregistrée en juillet 1954 ; Zaki en devint vice-président tout en restant à la tête du syndicat des ouvriers de la construction.

Du 28 mars 1958 au 14 avril 1960, il dirigea la Fédération en tant que deuxième secrétaire général, succédant à Zidan Younis contraint à l'exil lors de la crise politique qui suivit le renvoi du gouvernement de Sulaiman Al-Nabulsi et l'instauration de la loi martiale.



Zidan Younis Mustafa Younis

Né en 1921 dans le village d'Arara, au sud de Haïfa. Dès 1942, il rejoignit la Palestine Arab Workers Society à Haïfa et devint superviseur syndical à l'usine « Sebna ».

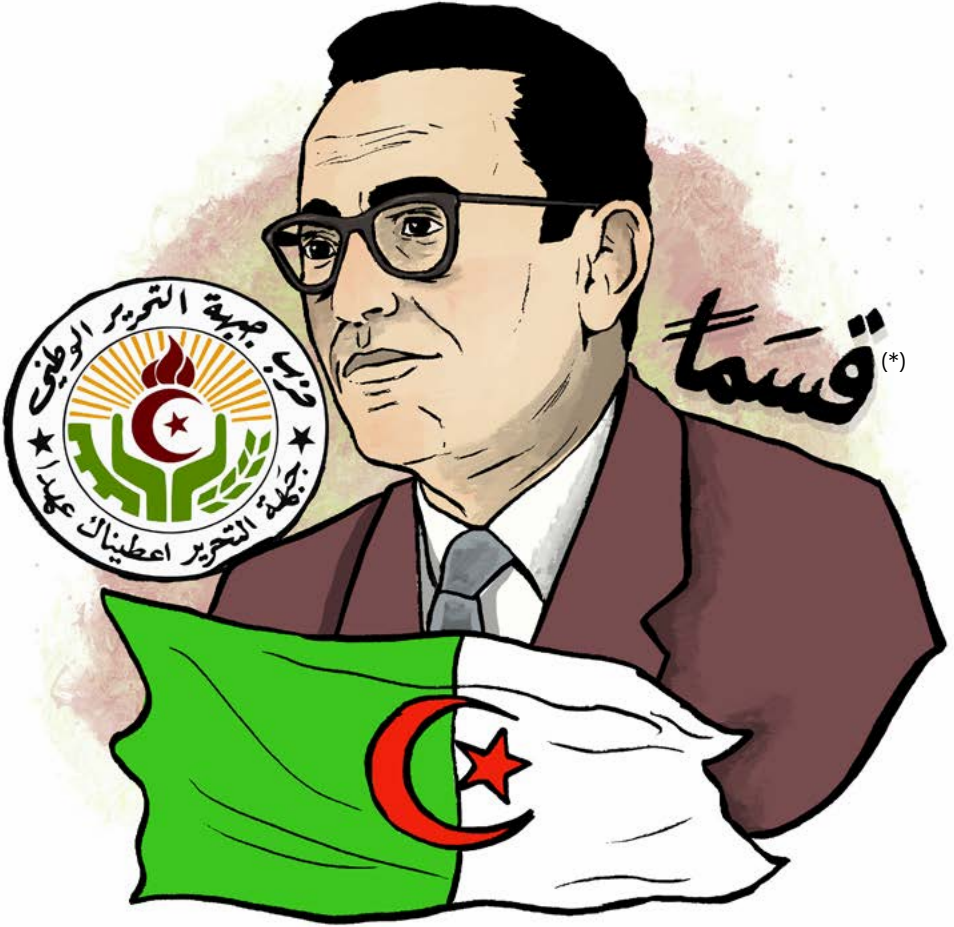
Après la guerre de 1948 et l'exil forcé, il trouva refuge en Jordanie, où il travailla à la Arab East Tobacco and Cigarette Factory. Son expérience syndicale attira l'attention de dirigeants comme Zaki Al-Sheikh Yasin, Mustafa Askalan et Naim Al-Khufash, qui l'invitèrent à prendre la tête de la Fédération générale des syndicats jordaniens alors en gestation.

Le 28 février 1954, le syndicat des ouvriers de la fabrique de tabac décida d'élargir son comité exécutif, permettant à Zidan d'y entrer. Le 1er mai 1954, six syndicats s'unirent pour demander à l'État l'enregistrement de la Fédération générale, officialisé le 26 mai. Zidan Younis fut nommé secrétaire exécutif de la Fédération, fonction qu'il occupa jusqu'en 1957.

Parallèlement, il contribua activement à la fondation de la Confédération internationale des syndicats arabes, créée le 24 mars 1957 avec la participation de cinq pays arabes. Il y fut élu premier secrétaire adjoint, en reconnaissance de son rôle décisif.

En avril 1957, lors de la chute du gouvernement de Sulaiman Al-Nabulsi et de l'instauration de la loi martiale, Zidan se trouvait à Damas. Il choisit de ne pas retourner en Jordanie. Après un court séjour en Syrie, il s'établit au Koweït, où il poursuivit son activité professionnelle jusqu'à son décès.

La vie de Zidan Younis incarne un engagement constant pour la défense des travailleurs, marquée par une contribution essentielle au syndicalisme jordanien et arabe.



Benyoucef Benkhedda

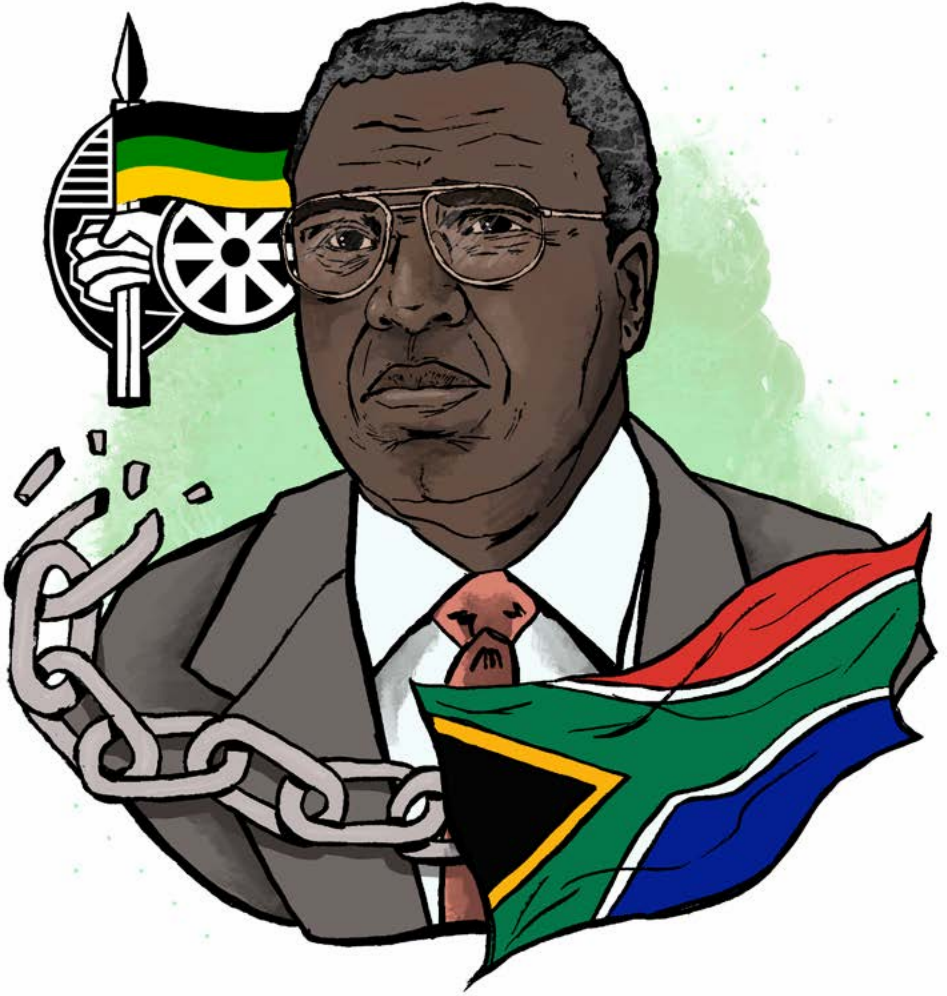
(*) Qasaman (Nous Jurons): Hymne national de l'Algérie.

Né le 23 février 1920 à Berrouaghia dans une famille de magistrat, **Benyoucef Benkhedda** reçut une double éducation, française et coranique, avant d'étudier la pharmacie à Alger. Très tôt engagé dans le mouvement nationaliste aux côtés de Saad Dahlab et Mohammed Lamine Debaghine, il milite dans le PPA puis le MTL, où il gravit rapidement les échelons. Arrêté en 1943 pour refus de conscription, il poursuit après sa libération son action clandestine et participe à la rédaction de La Nation algérienne et El Maghreb el Arabi.

Membre du comité central du MTL (1947-1954), il s'oppose au messalisme et se rapproche des activistes qui préparent l'insurrection. Arrêté après le déclenchement de la guerre, il est libéré en 1955 et rejoint Ramdane Abane dans la direction du FLN à Alger. Il joue alors un rôle clé : soutien à la création de l'UGTA en 1956, organisation du Congrès de la Soummam, négociations avec le PCA et structuration politique du mouvement indépendantiste.

Exilé à Tunis après 1957, il devient ministre des Affaires sociales du premier GPRA (1958), où il supervise les questions syndicales et sociales. En août 1961, il succède à Ferhat Abbas à la présidence du GPRA et conduit les négociations d'Évian, qui aboutissent au cessez-le-feu et à l'indépendance de l'Algérie en mars 1962.

Écarté du pouvoir après la crise de l'été 1962 au profit du clan Ben Bella-Boumédiène, il se retire progressivement de la vie politique, exerçant son métier de pharmacien à Alger. Décédé le 4 février 2003, Benyoucef Benkhedda reste le président oublié de l'indépendance, l'homme qui mena l'Algérie à Évian.



Raymond Mhlaba

Né à Port Elizabeth dans une famille modeste, **Raymond Mhlaba** débute sa vie active comme blanchisseur. C'est dans le syndicat des blanchisseurs qu'il se forme au militantisme, liant très tôt lutte sociale et combat anticolonial. En 1943, il adhère au Parti communiste sud-africain, puis à l'ANC l'année suivante, convaincu que l'émancipation des travailleurs est indissociable de l'abolition de l'apartheid. Mhlaba a commencé à travailler dans une blanchisserie à Port Elizabeth après avoir quitté l'école en 1942. Les conditions épouvantables qui régnaient dans cette blanchisserie l'ont converti au syndicalisme et il est devenu le leader du syndicat des travailleurs non européens de la blanchisserie en 1943.

Il est arrêté une première fois en 1952 lors de la «campagne de défiance» contre les lois ségrégationnistes, devenant le premier membre de l'ANC à être emprisonné. Déterminé à poursuivre la lutte, il part en Chine suivre une formation militaire. À son retour, il participe à la création d'Umkhonto we Sizwe (MK), la branche armée de l'ANC, qui organise la résistance clandestine contre le régime raciste.

Traqué par la police, il est arrêté aux côtés de Nelson Mandela et d'autres camarades lors du grand procès de Rivonia (1963-1964). Condamné à la prison à perpétuité, il passe vingt-six ans au bagne de Robben Island, partageant l'épreuve avec Mandela, Govan Mbeki et Walter Sisulu.

Libéré en 1989, Mhlaba reprend immédiatement son rôle politique. Député après les premières élections démocratiques de 1994, il devient le premier Premier ministre de la province du Cap-Oriental, avant de présider le Parti communiste sud-africain.

Surnommé « Oom Ray » ou « Tata Raymond », il reste une figure respectée de la lutte syndicale et anticoloniale. Jusqu'à sa mort en 2005, Raymond Mhlaba incarne le lien indissoluble entre justice sociale et liberté nationale, un « héros parmi les héros » selon Nelson Mandela.



Amílcar Cabral

Né à Bafatá en Guinée portugaise dans une famille originaire du Cap-Vert, **Amílcar Cabral** est marqué dès son enfance par les famines et les injustices coloniales. Après des études d'agronomie à Lisbonne, il participe à la vie militante des étudiants africains, fonde en 1951 le Centro de Estudos Africanos et se rapproche des cercles de la négritude et de l'anticolonialisme.

De retour en Guinée, il observe les réalités sociales lors d'un recensement agricole, qui lui fournit une connaissance fine des structures rurales. En 1956, il cofonde le Parti africain pour l'indépendance de la Guinée et du Cap-Vert (PAIGC), dont il devient le secrétaire général. Après le massacre de Pidjguiti en 1959, il oriente le mouvement vers les campagnes et prépare la lutte armée, déclenchée en 1963.

Théoricien autant que praticien, Cabral insiste sur l'«analyse concrète de la situation concrète», la centralité de la paysannerie et la lutte idéologique contre les dérives élitistes. Sa célèbre notion de « suicide de classe » exprime la nécessité, pour la petite bourgeoisie militante, de s'identifier totalement aux masses laborieuses afin d'éviter la confiscation du pouvoir après l'indépendance.

À travers ses discours, notamment *L'arme de la théorie* (1966), Cabral universalise le marxisme en l'adaptant aux réalités africaines, liant libération nationale et transformation sociale. Dans les zones libérées de Guinée-Bissau, il expérimente une organisation démocratique, l'éducation, la santé et la participation populaire, faisant de la culture un véritable instrument de résistance et d'émancipation.

Assassiné à Conakry le 20 janvier 1973, quelques mois avant l'indépendance de la Guinée-Bissau, Cabral demeure l'une des grandes figures intellectuelles et révolutionnaires du tiers monde. Son héritage conjugue lutte anticoloniale, rigueur théorique et exigence de justice sociale.

